

Catherine Sauviat est chercheuse à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES). Elle nous a autorisé à publier ce texte, qui est paru en document de travail de l'Institut (2011/1). Nous la remercions vivement de nous faire bénéficier de ce travail minutieux, où elle suit presque jour après jour le mouvement connu sous le nom générique (mais inexact, ce mouvement ayant essaimé dans des centaines de villes des États-Unis) d'Occupy Wall Street.

Sa contribution a une grande valeur dans ce numéro de *Carré rouge* où les formes de lutte nouvelles prennent une telle place.

« Occupy Wall Street », un mouvement social inédit aux États-Unis ^[*]

Occupy Wall Street (OWS) n'a pas émergé n'importe où, ni à n'importe quel moment de l'histoire étasunienne, quand bien même sa portée a atteint très vite une dimension mondiale. Les États-Unis ont été l'épicentre de la crise des « subprimes » déclenchée en 2007, liée plus profondément à l'essoufflement d'un modèle de croissance où la consommation est tirée par l'endettement. Une crise qui s'est répandue quasi immédiatement à l'ensemble de la planète, dans un univers financier totalement libéralisé et déréglementé. Pour autant, OWS n'aurait sans doute jamais vu le jour sans les révoltes du printemps arabe (et plus particulièrement celle ayant éclaté en Égypte), qui ont donné le ton de la contestation en cette année 2011, ni sans le regain de mobilisation qui a eu lieu dans l'État du Wisconsin au

printemps dernier, après que son gouverneur républicain eut décidé de remettre en cause les droits syndicaux des employés du secteur public, et de réduire drastiquement leurs salaires et avantages sociaux, etc. Des dizaines de milliers de citoyens de l'État et au-delà, jeunes et moins jeunes, avaient alors manifesté devant le bâtiment du Congrès de l'État à Madison, sa capitale, à l'initiative des syndicats, et de nombreux groupes progressistes [1]. Il n'aurait sans doute jamais vu le jour non plus sans tous les mouvements de résistance et de rébellion qui, depuis plus d'un siècle, ont ponctué l'histoire sociale des États-Unis, pays d'immigration s'il en est, et dont les grands centres urbains ont servi de caisse de résonance.

OWS s'est répandu comme une traînée de poudre dans plus d'un millier

de villes à travers le pays (grandes et moins grandes) puis dans de nombreuses capitales ou grandes villes du monde entier (New York, Boston, Montréal, Lisbonne, Athènes, Tel-Aviv, Zurich, Londres, etc.). Il a galvanisé les mouvements des indignés en Europe quelque peu en voie d'essoufflement, jusqu'à les reléguer parfois au second plan, faisant des émules en Asie et en Afrique. Il en est à son troisième mois d'existence, même si les occupations ont été démantelées par la police presque partout à la mi-novembre, en réponse à la pression grandissante des élus locaux et du monde des affaires. De par sa durée (plus de deux mois), de par sa forme (les occupations de lieux publics, la désobéissance civique) et de par ses cibles (les grandes entreprises de la finance ou de l'industrie), ce mouvement revêt d'ores et déjà un caractère exceptionnel aux États-Unis, comme l'a souligné récemment C. Geisst, un universitaire qui a écrit une histoire de Wall Street [2]. OWS a élu domicile dès le 17 septembre 2011 au parc Zuccoti, rebaptisé par ses occupants « Freedom Plaza » (en hommage à la mobilisation des Égyptiens sur la place Tahrir du Caire, dont le nom signifie « liberté », mobilisation qui a été particulièrement relayée par les médias américains à cause des relations stratégiques que l'État américain entretient avec l'Égypte), un parc privé [3] situé dans le bas de Manhattan où le campement s'est installé et où un microcosme de société alternative s'est constitué [4]. Malgré le mutisme de la presse à son encontre [5], il a fait très vite école dans plusieurs centaines de villes du pays, chaque occupation ayant ses propres caractéristiques, tactiques, et modes d'organisation, etc. Ce mouvement a bénéficié un peu partout et durant les deux premiers mois du soutien de la

population, malgré la répression policière particulièrement musclée qui s'est abattue à certains endroits et les milliers d'arrestations qui ont eu lieu (New York, Oakland, Chicago, Denver, Seattle, Dallas, Atlanta). Ce mouvement est évidemment d'abord une révolte de la jeunesse à l'instar du mouvement des indignés qui a commencé en Tunisie, puis en Égypte et qui s'est répandu par la suite en Europe et jusqu'en Asie. Aux États-Unis, cette révolte est nourrie principalement par des jeunes de la classe moyenne qui se sont endettés pour faire des études avec l'espoir de trouver un emploi qui leur assure un avenir décent, éloigné de la précarité. Aujourd'hui, ils ne trouvent pas d'emploi ou s'ils en trouvent, subissent de sévères déclassements [6]. Mais au-delà de cette dimension économique, OWS a une dimension proprement politique. Par son contenu (une révolte contre l'establishment, contre les oligarchies politique, économique et financière), par sa forme (un mouvement égalitariste, sans leadership affirmé ni figure tutélaire, avec un usage intensif des moyens de communication High Tech pour s'organiser, résister aux forces de police, etc.), ce mouvement n'est-il pas d'abord et avant tout l'expression d'un ardent désir de démocratie ?

UN MOUVEMENT COMPOSITE, IMPULSÉ PAR LA JEUNESSE

Il est difficile de porter un jugement d'ensemble sur l'identité des occupants et la composition générationnelle et sociale des mouvements ayant pris racine un peu partout aux États-Unis, tant les situations locales paraissent diverses. Il est toutefois possible, malgré leur diversité et leur

singularité locale, d'en tirer quelques enseignements généraux. Le *Wall Street Journal*, qui a interrogé par sondage fin octobre des participants à ce mouvement dans plusieurs grandes villes du pays, offre un aperçu de la composition des différentes occupations. Près des trois quarts des occupants ou participants aux mouvements seraient diplômés des premier et second cycles universitaires ou en passe de l'être et seul 1/3 d'entre eux seraient au chômage. Environ un quart se dit démocrate, la plupart ne se réclamant pas d'un parti politique précis ou se déclarant indépendants. L'âge médian y est de 26 ans [7]. Le même journal faisait un nouveau sondage début novembre, pour identifier cette fois les personnes soutenant le mouvement, montrant que le plus fort soutien émanait de la classe d'âge 50-64 ans, d'individus dont le revenu annuel était entre 50 000 et 70 000 dollars et qui habitent plutôt l'ouest des États-Unis [8].

Si l'on en croit ces différents sondages, il est clair qu'il s'agit d'un mouvement où les jeunes sont massivement présents, notamment les jeunes éduqués. Il est vrai que la jeunesse est durement touchée par la crise. Cependant, ce n'est pas tant l'explosion du niveau de chômage des jeunes, moins forte en réalité que celle des adultes, et assez courante lors d'une récession où ils sont les premiers à être licenciés (*last in, first out*), qui est nouveau. Ce qui est inédit aujourd'hui, c'est le caractère aigu et durable du chômage frappant ces jeunes, y compris ceux ayant fait des études universitaires, qui connaissent de surcroît un niveau d'endettement très élevé [9]. Ce phénomène est principalement dû à une augmentation des droits d'inscription à l'université ces dernières années

(qui peuvent aller jusqu'à 45 000 dollars pour certaines universités de l'Ivy League). Ceci vaut particulièrement pour les universités publiques dans lesquelles ces droits n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, une mesure des États en réponse à leurs difficultés budgétaires. Ceci a entraîné une brusque progression des défauts de remboursement chez les étudiants ayant contracté une dette (11,2 % mi-2011 contre 6,5 % en 2003) [10].

Alors que les jeunes continuent d'attendre des études un « retour sur investissement », celles-ci sont de plus en plus nécessaires mais de moins en moins suffisantes, contrairement aux générations précédentes [11]. Ceux dotés d'un emploi et d'une formation universitaire de premier ou second cycle n'ont quasiment pas connu d'augmentation de salaire depuis 2000. Ils peuvent de moins en moins avoir accès à des emplois de qualité (avec les avantages sociaux associés généralement à un tel emploi, c'est-à-dire l'accès à une assurance santé et la possibilité de profiter des abondements de l'employeur à une « épargne retraite »). D'ailleurs, selon la dernière enquête du Bureau du recensement, la part des jeunes hommes âgés de 25 à 34 ans vivant chez leurs parents est passée de 14,2 % en 2007 à 18,6 % en 2011, le plus haut niveau depuis les années 1960. D'autres ont de moins en moins accès à l'éducation supérieure, la valeur des bourses délivrées par l'État fédéral ne suffisant plus à compenser les hausses des frais d'inscription un peu partout [12]. Or l'obtention d'un diplôme universitaire reste le meilleur moteur de la mobilité sociale aux États-Unis.

Cette situation de chômage ou de sous-emploi massif à laquelle les jeunes, y compris les plus éduqués, sont confrontés, est réellement nou-

velle dans ce pays, qui connaît pour la quatrième fois une nouvelle reprise sans emploi [13]. Dans ce contexte morose, ils ne peuvent qu'avoir peur de se retrouver soit au chômage, soit d'être déclassés. Ils ont joué le jeu du système et en paient les pots cassés par d'autres, ceux qui au contraire se sont joués du système et ont provoqué ce faisant la plus grave crise économique mondiale depuis 1929. Ils sont en cela peut-être les premières victimes du rêve américain.

S'il s'agit d'abord d'un mouvement de jeunes, et de jeunes urbains, il est notable qu'il a attiré, notamment dans les grandes villes, des individus de tous âges et de toutes conditions sociales ou presque (chômeurs, salariés, professionnels, individus pauvres ou issus de la classe moyenne, sans abris, etc.) [14]. Bien que n'ayant pas un caractère massif compte tenu du nombre relativement réduit des occupants ici ou là, à cause de la dispersion des occupations, et en l'absence d'une doctrine unifiée qui guiderait les différentes occupations, ce mouvement a une filiation certaine avec celui de la « révolution des droits » des années 1960, même si le contexte économique est très différent (croissance lente, désindustrialisation, délocalisations, crise environnementale, etc.). Les protestataires d'alors appartenaient à la classe moyenne, étaient pour la plupart éduqués, et se révoltaient contre le pouvoir politique, qui les envoyait au Vietnam faire une guerre considérée par la plupart comme illégitime, ou contre le pouvoir mâle. Il en diffère cependant par les liens forts établis dans ces années-là entre les mouvements étudiants noirs et blancs et les nombreuses initiatives interraciales qui s'étaient alors développées.

Aujourd'hui, les jeunes Noirs sont sans doute moins présents au sein

d'OWS, excepté dans certaines villes comme Oakland, où la communauté noire y possède une longue tradition de militance et où la contestation y est plus radicale qu'ailleurs, ainsi qu'en témoignent l'appel à la grève générale lancé au début du mois de novembre et la fermeture momentanée du port, symbole du capitalisme marchand et de la « libre circulation des conteneurs » (cf. encadré). C'est encore plus vrai pour les jeunes Noirs (de même que les jeunes Hispaniques) défavorisés, ceux qui ne sont ni en emploi, ni à l'école, une population où le taux d'incarcération est très élevé. Ceux-là forment le gros bataillon des « Disconnected Youth », et sont peu visibles dans ce mouvement. La question raciale n'est pas centrale comme elle l'était à l'époque. Pourtant, si le mouvement des années 1960 a permis aux Noirs de profiter de l'ascenseur social, l'accroissement des inégalités a dès la fin des années 1970 à nouveau creusé les disparités entre Blancs et Noirs. Cela est particulièrement visible dans les chiffres du chômage, et celui des jeunes en particulier ou bien encore dans les chiffres sur la pauvreté [15]. Mais cette résurgence des inégalités économiques (en termes de revenus mais aussi d'accès à l'enseignement supérieur, à l'assurance santé, etc.) en lien avec l'affaiblissement des politiques publiques, des grands programmes sociaux et le déclin du syndicalisme, a aussi miné la capacité des Noirs à s'engager dans la politique, et à exploiter leurs droits civiques chèrement acquis [16].

Ainsi, OWS a bien davantage les traits d'un mouvement post-politique que d'un mouvement post-racial, comme l'a souligné récemment l'américaniste Sylvie Laurent [17]. Plus proche de nous, OWS a sans doute également des ressemblances avec les

LES MARCHES DE PROTESTATION ET L'APPEL À LA GREVE GÉNÉRALE À OAKLAND

Plusieurs milliers de protestataires se sont rassemblés fin octobre à Oakland en Californie, après qu'ils eurent été chassés de façon violente de leur campement installé depuis le 10 octobre devant l'hôtel de ville par la police sur demande de la mairesse et qu'un « Marine », vétéran de la guerre en Irak, fut hospitalisé après avoir reçu un projectile sur la tête une semaine avant. Moins de 48 h après l'assaut de la police démolissant leur campement, ils reprenaient position sur la place Frank Ogawa. En réponse à cette violence policière, les occupants d'OWS réunis en AG ont voté à l'écrasante majorité en faveur de la grève générale (par 1 484 voix contre 46 et 77 abstentions), une première depuis 1946 où avait eu lieu la dernière grève générale du pays. Le 2 novembre, des milliers de protestataires sont descendus au port (le port d'Oakland est le 5^e port des États-Unis par son volume de fret maritime). Ils ont occupé un immeuble vide, érigé des barricades et sont parvenus à bloquer toute activité, entraînant ainsi la fermeture du port durant toute une nuit, toutes formes de pratiques « illégales » qui ont paru à ces protagonistes parfaitement raisonnables et rationnelles.

Plus d'une centaine d'entre eux ont été arrêtés et il y a eu de nombreux blessés de part et d'autre (manifestants et police) [18]. Ils ont reçu le soutien des travailleurs du port, quand bien même leur syndicat n'avait pas osé outrepasser le droit conventionnel

(clause de non-grève incluse dans la convention collective d'entreprise) en appelant à la grève. Bien que des policiers syndiqués aient exprimé leur sympathie avec les manifestants, marquant ce faisant leur appartenance aux 99 %, Occupy Oakland ne reconnaît pas les policiers comme membres à part entière du mouvement, ni comme des amis du mouvement, contrairement à d'autres occupations comme à Washington D.C. ou à Cleveland [19]. Plusieurs syndicats ont déclaré leur soutien à cette grève, notamment ceux des travailleurs portuaires, des employés des services, des infirmières et des enseignants. Toutefois, peu de syndiqués ont effectivement participé à la grève, le droit de grève ayant été sévèrement limité aux États-Unis depuis l'après Seconde Guerre mondiale [20]. Un communiqué d'Occupy Oakland indiquait que le mouvement a voté une résolution pour participer à cette marche historique en solidarité avec les dockers de Longview (dans l'État de Washington) dont les vies et les conditions de travail ont été mises en cause par les pratiques de leur employeur, EGT (Export Grain Terminal), dont certains ont été violemment réprimés et arrêtés par la police.

Le campement d'Occupy Oakland, la plus massive et la plus radicale des occupations, a finalement été démantelé par la police le 14 novembre dernier, une décision ayant abouti à la démission d'un conseiller spécial de la mairesse. Cette éviction a entraîné dès le lendemain le démantèlement de l'occupation new yorkaise et l'arrestation de 70 protestataires refusant de se laisser déloger du parc Zuccotti.

Sources : <http://occupyoakland.org>

rassemblements antimondialisation qui ponctuent depuis la fin des années 1990 les réunions du G20.

Mais il est aussi plus composite que l'on ne croit, ce qui n'a rien de surprenant puisqu'il est censé représenter les 99 % de la société américaine. Il mêle non seulement des jeunes et des adultes mais aussi des personnes dont les trajectoires politiques, économiques et sociales sont diverses. Parmi les participants du mouvement OWS, on trouve des anticapitalistes, de même que des individus qui croient à un capitalisme régulé (un bon capitalisme), des représentants de la gauche américaine comme des membres du Tea Party (lesquels ne sont quand même pas très nombreux à avoir rallié ce mouvement), des em-

ployés, des sans domicile fixe, des chômeurs, des jeunes anciens combattants des guerres d'Afghanistan et d'Irak frappés eux aussi par le chômage [21], des jeunes blancs, des jeunes noirs et des jeunes latinos, de même que toutes sortes de militants d'associations caritatives impliqués dans le travail social localement etc. A certains endroits comme New York ou ailleurs, ce mouvement paraît davantage impulsé par la jeunesse blanche des classes moyennes que par les jeunes défavorisés, Noirs ou Latinos. En revanche, tel n'est pas le cas à Oakland où le mouvement de protestation est, semble-t-il, composé davantage de Noirs et de Latinos et où les liens avec le mouvement syndical se sont avérés les plus serrés, proba-

blement à cause d'une concentration de population ouvrière, liée aux activités portuaires de la ville et à une tradition de luttes.

UN MOUVEMENT CONTRE LE CAPITALISME FINANCIARISÉ

OWS a démarré de façon ostensible à New York, symbole du pouvoir financier de Wall Street. Le 17 septembre, deux mille personnes (des étudiants activistes, des responsables d'associations travaillant dans les quartiers pauvres de ville qui depuis deux mois déjà protestaient contre les coupes budgétaires et les licenciements) décident d'installer un campement au

cœur du district financier de la capitale de l'État de New York, là où siègent les grands établissements financiers du pays, pour crier leur colère contre les banques de Wall Street, la cupidité des entreprises et les coupes budgétaires opérées par le gouvernement.

Les États-Unis, pays qui a poussé le plus loin le développement de ce capitalisme financiarisé, ont offert une cible parfaite à ce mouvement. C'est peut être cela qui en fait la force et qui le distingue des autres mouvements des indignés ayant éclos dans les grandes capitales étrangères, à l'exception peut-être des protestataires anglais occupant la cathédrale St. Paul à Londres, en réaction contre la City et ce que le monde financier a produit.

Il s'agit bel et bien d'une révolte contre le capitalisme financier et contre ses symboles les plus forts, les grandes banques de Wall Street et les grandes entreprises américaines. C'est une révolte contre le pouvoir concentré des banques et de la finance. Ce pouvoir a littéralement capturé l'État et les régulateurs [22]. Les dirigeants du secteur financier se sont infiltrés partout au sein de l'appareil d'État, se mettant ainsi en capacité de façonner les décisions en leur faveur. Cette capture n'a pas besoin de passer par la corruption du régulateur, comme l'ont souligné Johnson & Kwak [23]. Il suffit que ce dernier ait intériorisé les préférences de la profession financière et celle des dirigeants d'entreprises qu'il est pourtant censé contrôler. C'est précisément par le mouvement de va-et-vient entre l'exécutif, le monde de la finance et le monde des affaires, accéléré dans les décennies 1990 et 2000 durant les gouvernements Clinton et Bush, que cette intériorisation s'est faite. C'est plus efficace encore quand le monde

académique participe de ce processus et fait collusion avec le monde de la finance par intérêt pécuniaire et/ou idéologique, comme l'a montré l'excellent film d'un ex-insider, *Inside Jobs* [24]. Le pouvoir financier s'est renforcé dans la crise. Les plus grandes banques ont racheté les plus faibles et les plus fragiles, et n'ont cessé d'exercer un lobbying très agressif pour vider la loi de régulation financière votée en 2010 de son contenu (*Dodd Franck Act*). Les jeunes diplômés titulaires de MBA ne s'y trompent pas, qui cherchent tous à entrer dans des établissements financiers (banques, hedge funds, gestionnaires de fonds, fonds de private equity ou de venture capital) plutôt que dans d'autres secteurs, compte tenu des gratifications symboliques et matérielles que de telles positions procurent.

C'est aussi une révolte contre l'entreprise financiarisée, contre les émoluments disproportionnés que s'octroient leurs dirigeants grâce à la manipulation des cours de bourse (bonus, stock options, rachats d'action). Ces émoluments sont sans rapport avec les performances des entreprises alors que certains ont largement « profité » de la crise pour licencier massivement et ne sont prêts ni à embaucher ni à investir aujourd'hui, sauf en Chine ou en Inde [25]. OWS et le syndicat des travailleurs de la communication (CWA) ont ainsi manifesté devant le siège de Verizon à New York pour mettre en cause le pouvoir des entreprises. Cette action dirigée contre l'entreprise de communication est symbolique mais elle tombe aussi à point nommé. Pas plus tard qu'en août dernier, 45 000 salariés de cette entreprise s'étaient mis en grève pendant deux semaines pour s'opposer aux concessions demandées par la

direction à l'occasion du renouvellement de leur convention collective (gel des pensions, ajustement des salaires aux performances des salariés, facilités pour licencier les travailleurs syndiqués, contribution salariale accrue à la prime d'assurance maladie). N'ayant pu faire fléchir la direction, ils se préparent aujourd'hui pour une autre grève. OWS a rejoint les piquets de grève devant les portes de la firme. Cette initiative traduit un regain de vitalité y compris des syndicats, dans un contexte pourtant très dépressif (baisse du nombre d'adhérents, des grèves, remise en cause des acquis salariaux, etc.). Il faut se souvenir que pour le syndicalisme américain, Verizon représente la seule grève victorieuse de cette décennie. A l'occasion du renouvellement de la convention collective d'entreprise en 2000 et après 19 jours de grève, les syndicats avaient obtenu satisfaction sur la plupart des points litigieux de l'accord [26].

OWS est aussi une révolte contre les inégalités qui sont le produit de ce capitalisme financiarisé et qui se sont accrues de manière explosive au cours des dernières décennies. Le slogan principal du mouvement est « Nous sommes les 99 % ». Il ne peut sonner plus juste : les 1 % les plus riches aux États-Unis ont vu leur part dans le revenu national plus que doubler durant ces trois dernières décennies, passant selon le CBO de 8 % à 17 % entre 1979 et 2007 [27]. La composition de ces 1 % est elle-même éloquente : environ 60 % de cette couche d'ultra-riches sont des dirigeants d'entreprises (financières et non financières), dont les rémunérations ont plus que quadruplé depuis les années 1970 en dollars constants (hors inflation). Le secteur de la finance a évidemment joué un

rôle moteur dans l'explosion de ces inégalités. Ses dirigeants sont devenus dans le courant des années 2000 les mieux payés de tous les secteurs confondus, avec des rémunérations hors normes, anormalement protégés à la baisse par le jeu des stock-options. Mais ces inégalités sont aussi la conséquence du revirement de la politique fiscale orchestrée à partir des années 1980 par les gouvernements successifs en faveur des plus riches, nourrie par la délégitimation de l'impôt, voire par des révoltes fiscales [28].

Dans certaines villes qui sont cependant l'exception, il est remarquable que la police ait refusé d'arrêter les protestataires. S'il en est ainsi, c'est que certains policiers se sentent eux aussi appartenir à ces 99 %, même si c'est loin d'être le cas pour tous [29]. Ces employés des États et des collectivités locales (policiers, pompiers, enseignants) ne sont-ils pas en effet aux premiers rangs des salariés à qui les États imposent depuis un an des sacrifices (gel ou réduction de salaire, allongement de la durée du travail, quand ce ne sont pas des licenciements purs et simples) sous prétexte de la détérioration de leur situation budgétaire ? [30]

Cette concentration des revenus est devenue une menace pour la démocratie et le maintien d'une société de classes moyennes, que les États-Unis pouvaient se targuer d'avoir créée durant les Trente glorieuses. Quelques très riches hommes d'affaire, tels G. Soros ou W. Buffet, ont su rappeler ce que la fortune devait comporter d'obligations de réciprocité civique envers la multitude, la plupart des nouveaux riches issus du néolibéralisme (souvent des fortunes accumulées dans des activités « nouvelles » comme l'immobilier) ayant eu tendance à oublier que « Noblesse

oblige ». C'est pourtant la doctrine qui prévalait au 19^e siècle aux États-Unis à l'époque des « barons voleurs », ces grands capitaines d'industrie ou de la finance, qui savaient être aussi des mécènes. Cette éthique de la responsabilité civique a quasiment disparu.

Il y a aujourd'hui le sentiment croissant au sein de la société américaine que cette explosion des inégalités et la captation des richesses par quelques-uns sont devenues illégitimes. Cette machine à fabriquer des inégalités ne reflète plus les mérites individuels de chacun, n'a plus rien à voir avec l'égalité des chances chère aux pères fondateurs de la république américaine ou avec le mythe de l'entrepreneur schumpétérien, innovateur et récompensé pour son talent et sa prise de risque (incarné de façon idéale par Steve Jobs, le patron d'Apple, dont il est notable que le décès n'ait entraîné que des louanges et pas l'ombre d'une critique de ce côté-ci de l'Atlantique). Elle est au contraire le produit de comportements déviants, opportunistes, voire corrompus ou criminels, qui ont conduit des dirigeants de grandes banques et de grandes entreprises de ce pays à frauder, et/ou à se jouer de la naïveté du plus grand nombre, notamment des pauvres gens à qui l'on a fait miroiter l'espoir de devenir un jour propriétaire. La tolérance de la société américaine aux inégalités est sans doute beaucoup plus grande qu'ailleurs. Mais il est notable qu'elle a atteint certaines limites aujourd'hui. Et ce d'autant plus que ces « criminels en col blanc » ont pu agir en toute impunité, protégés par les lois et la complicité des élites politiques, et dont les banques et les entreprises qu'ils dirigent ont même été sauvées de la faillite et renflouées par l'État

pour certaines [31].

UN MOUVEMENT DE CONTESTATION DES ÉLITES

Mais ce mouvement est davantage encore que cela. Il porte en lui une dimension proprement politique. C'est une révolte contre le fossé qui s'est creusé entre les élites politiques, économiques, managériales et les gens ordinaires, les premiers étant devenus incapables de comprendre les seconds [32]. De ce point de vue, la comparaison avec le Tea Party n'a pas manqué d'être faite par certains journaux, y voyant une montée du populisme aux deux extrêmes. Or si ces deux mouvements partagent une vision critique des élites politiques et du *statu quo* qu'elles produisent, les similitudes s'arrêtent là. Le Tea Party, qui tire son origine d'une opposition au sauvetage des banques et du système financier décidé à l'automne 2008 (TARP) et dont l'aile la plus à droite souhaite le démantèlement de ce qu'il reste de l'État-providence américain, est farouchement anti-étatiste ; ce que n'est pas OWS qui demande au contraire davantage de réglementation des banques et des entreprises et une plus juste redistribution des richesses.

C'est une révolte contre la confiscation du pouvoir par ces élites, qui exprime une demande d'engagement des citoyens dans la politique au sens noble du terme (la vie dans la cité) pour porter les questions qui les concernent et qui les préoccupent, devant l'incapacité de leurs représentants de le faire, qu'il s'agisse de ceux du Parti démocrate ou du président B. Obama en qui tant d'espoirs avaient été placés lors de sa campagne électorale en 2008. Nulle part

ailleurs qu'aux États-Unis cette confiscation n'est allée aussi loin, l'argent et la politique n'auront été mêlés aussi étroitement. Il convient de rappeler que les banques de Wall Street figuraient parmi les principaux donateurs ayant financé la campagne présidentielle du candidat B. Obama. Un arrêt de la Cour suprême américaine rendu le 21 janvier 2010 (*Citizen United vs. Federal Election Commission*) a encore renforcé le caractère ploutocrate du régime politique américain, en éliminant les garde-fous instaurés en 1974, qui limitaient le financement des campagnes présidentielles ou législatives par le Big Business et les syndicats.

En outre, le système politique américain est aujourd'hui dans un état critique. Depuis les élections de mi-mandat, non seulement le président B. Obama ne parvient plus à faire adopter ses projets de loi (et en particulier son nouveau plan pour l'emploi) mais même une instance comme le Super comité du Congrès, mis en place pour faire des propositions de réduction de la dette et dont la composition est bipartite, est incapable de parvenir à un accord. B. Obama, bien que paralysé politiquement, a néanmoins pris conscience de ce que pouvait lui apporter le mouvement OWS et de comment exploiter cette immense frustration. S'il a exprimé une certaine empathie avec le mouvement, il ne l'a pas pour autant soutenu ni n'a fait siens ses mots d'ordre, mettant en garde les protestataires de ne pas vouer toutes les entreprises de Wall Street aux gémonies, de ne pas « démoniser » leurs salariés et de ne pas compromettre le fonctionnement de l'économie. Il a cependant dû se résoudre à faire un geste *a minima*, en allégeant le fardeau de la dette des étudiants. Cette question de l'endettement des étudiants est l'une des

préoccupations-phares du mouvement, celle de son annulation un slogan majeur. Il a atteint plus de 1 000 milliards de dollars en 2011, ayant dépassé selon la Fed le montant de la dette des Américains contractée à travers l'usage de leurs cartes de crédit [33]. Il l'a fait également en réponse à une pétition signée par plus de 30 000 personnes sur le site Internet de la Maison blanche, qui demandait son annulation. [34]

Le mouvement OWS est aussi méfiant vis-à-vis de tout ce qui pourrait ressembler à une forme de récupération du côté des organisations syndicales. Pour autant cela n'a pas empêché le président de l'AFL-CIO, Richard Trumka, de se rendre à New York dès le début du mouvement pour exprimer la solidarité de la centrale, dont les liens avec le Parti démocrate sont étroits. Les grandes fédérations industrielles (le syndicat des services, celui des employés des États et des collectivités locales, etc.) ou de métier (le syndicat des camionneurs, des enseignants, des infirmières, etc.) ainsi que leurs sections locales et leurs instances régionales (Central Labor Council) ont fait de même [35]. Ainsi, le parc Zucotti à New York, où OWS a élu « domicile », n'a pu être évacué pendant deux mois par les forces de police municipale sous prétexte de le nettoyer, grâce à l'appui de nombreuses sections locales syndicales qui sont venues prêter main-forte aux occupants. Il y a eu des actions réciproques de soutien et de solidarité des deux côtés [36]. L'AFL-CIO prête de plus en plus d'attention à OWS, notamment après que les jeunes de la centrale se furent réunis à Minneapolis début octobre 2011 pour la seconde fois de leur existence en tant que groupe constitué. De leur côté, les syndicats ont pris conscience qu'OWS était parvenu à dénoncer les princi-

paux maux du capitalisme américain beaucoup plus efficacement qu'eux. Ils ont d'ailleurs repris le slogan des 99 % à leur compte (les inégalités, etc.). Ils sont conscients que les moyens utilisés par ce mouvement (notamment l'usage des réseaux sociaux pour diffuser leurs messages sur large échelle) et leurs actions de désobéissance civique (marches, occupations, etc.) paient, même s'ils ne vont pas jusqu'à les imiter.

UN MOUVEMENT

EXPRIMANT UN DÉSIR

ARDENT DE DÉMOCRATIE

Ce mouvement trouve son origine dans les initiatives d'une association d'origine canadienne, les Adbusters, qui possède une revue du même nom et qui se veut un réseau de portée mondiale [37]. Cette revue, très attentive aux divers mouvements des indignés ayant éclos ici et là sur plusieurs continents durant l'hiver et le printemps de l'année 2011, a dès juillet de cette même année appelé à l'occupation de Wall Street [38]. Cette occupation est devenue effective deux mois après l'appel, organisée par un petit groupe d'activistes new-yorkais appelé « New-Yorkers Against Budget Cuts » avec l'aide d'ONG, de syndicats, de militants socialistes. Composée également d'étudiants, de jeunes de diverses nationalités en lien avec les mouvements des indignés en Europe et de militants associatifs intervenant dans les quartiers les plus défavorisés de la ville, ce groupe cherchait, depuis le mois de juin, à sensibiliser la population en tenant des assemblées générales (AG) à propos des conséquences des coupes budgétaires, notamment les licenciements massifs opérés dans le secteur privé et le secteur public durant la réces-

sion et après. Ils décident rapidement d'imiter les indignés européens, en occupant un espace public, en créant des assemblées générales, garantes de la démocratie directe, dont le fonctionnement s'oppose en tout point au mode de gouvernement américain.

Au sein de cette mouvance activiste émerge la figure de David Graeber, fils de parents ouvriers politisés et syndiqués ayant appartenu à la gauche américaine dans les années 1930. Ce dernier a sans doute joué un rôle clé dans l'occupation de Wall Street. Universitaire et anthropologue de formation, d'obédience anarchiste, il a publié en 2011 un très gros ouvrage intitulé *Debt: The First 5 000 Years*, où il explore les attitudes changeantes des peuples envers les dettes souveraines, où il examine leur disposition à les honorer ou pas depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, mais surtout où il analyse l'effet dévastateur que ces dettes peuvent produire sur la capacité des êtres humains à se montrer solidaires les uns des autres et à faire société [39]. Il traite donc d'une question qui a certainement été l'un des ingrédients de la colère des OWS, à savoir la façon hautement sélective dont ont été traitées les dettes des grandes banques de Wall Street que le gouvernement a renflouées, comparées aux dettes des ménages, des individus ou des étudiants qui n'ont pas fait l'objet de la même attention, loin s'en faut. En un mot, il interroge la légitimité des dettes et donc l'obligation des débiteurs de les honorer, et celle de la souveraineté du peuple à en décider. Nourri par des jeunes qui ont refusé de quitter les lieux malgré les pressions politiques et policières, et aussi de moins jeunes d'obédience diverses (anarchistes, socialistes, gauche militante, etc.), ce mouvement fait l'expé-

rience quotidienne de la démocratie, que les élus locaux tentent de contenir comme ils peuvent et avec plus ou moins de brutalité, arguant de problèmes de sécurité publique ou d'hygiène. Par ses formes et ses moyens d'action, par ses principes d'organisation, OWS exprime ce besoin de démocratie directe ou d'idéal démocratique (celui des pères fondateurs) qu'un système politique bipartite, dans lequel l'argent du Big Business est devenu central [40], a complètement étouffé. Les oligarchies libérales contemporaines (les régimes dits démocratiques) n'ont eu en effet de cesse de limiter la sphère publique, en réduisant les actions de leurs citoyens au vote, lequel est d'ailleurs de plus en plus déserté (avec des taux d'abstention de plus en plus élevés dans les principales démocraties occidentales) Le taux d'abstention aux USA est, rappelons-le, particulièrement élevé. L'essentiel des affaires publiques a, comme l'a fort bien analysé C. Castoriadis (1997), été confisqué ou privatisé par des groupes et des clans qui se partagent le pouvoir effectif et se sentent de moins en moins redevables envers quiconque. Il convient évidemment de distinguer ici les régimes « totalitaires » des régimes dits « démocratiques » et l'on a vu que ces mouvements de jeunes ont d'abord éclaté dans des pays où des dictateurs confisquaient depuis de nombreuses années le pouvoir à leur profit (Tunisie, Égypte, Libye). Dans les « démocraties occidentales » en revanche, c'est contre l'exercice d'une forme de démocratie plus formelle que réelle que les jeunes se sont soulevés.

Par l'occupation de lieux symboliques en centre-ville dans la plupart des capitales, ils ont revendiqué leur droit de se réapproprier l'espace public [41], préempté par le pouvoir politique et par le marché. Ils ont voulu

refaire de ces lieux des agoras, des forums de rencontre, de discussion et d'échange sur tous les sujets possibles, mais aussi des espaces créatifs en se livrant à toutes les activités humaines qu'il leur semble loisible d'entreprendre, dont la création artistique [42]. Par la tenue quotidienne d'assemblées générales (AG) en soirée pendant lesquelles n'importe quel individu peut mettre des questions à l'ordre du jour, ils ont renoué avec les pratiques d'action du « Free Speech Right » développées au début du 20^e siècle par le syndicalisme de lutte des classes des Wobblies (IWW) (dont ils restent quelques représentants aux États-Unis), où les décisions sont prises par consensus (entre 60 et 90 % d'approbation nécessaire pour leur adoption selon les lieux d'occupation) ou avec les traditions des tribus indiennes ou des Quackers, voire les ont renouvelées comme l'usage du « mégaphone humain » (les paroles d'un orateur sont reprises et deviennent immédiatement la parole de tous) en réponse à l'interdiction de l'usage du mégaphone par la police. Plus près de nous, ces pratiques rappellent celles du mouvement anti-nucléaire des années 1990 ou des mouvements antimondialisation plus récents, où des groupes de travail constitués se chargent d'approfondir une question, ou encore prennent des décisions quotidiennes pour la bonne gestion du mouvement (notamment l'utilisation des fonds levés depuis le début du mouvement). Par toutes ces pratiques, ils ont exprimé leur rejet du fonctionnement des démocraties représentatives et de l'impunité dont jouissent les élus, qui ne se sentent plus redevables de rien envers leurs citoyens ou qui font semblant de l'être à l'occasion d'une élection. Enfin, l'usage des réseaux sociaux et des blogs, l'absence d'un cahier de reven-

dications précises et de leaders affirmés (ou qui se prétendent tels) sont autant de signes d'une grande vitalité démocratique du mouvement, d'une grande maîtrise de son organisation, du souci d'en conserver le contrôle, et d'éviter sa confiscation par quelques-uns.

ET MAINTENANT ?

Le démantèlement des principales occupations à la mi-novembre marque indéniablement la fin d'une phase du mouvement, sans pour autant en marquer indubitablement la fin. A New York, la manifestation pour commémorer les deux mois de l'occupation s'est terminée par des heurts avec la police et des arrestations ainsi que par le blocage de quelques rues adjacentes à la Bourse de New York. Le démantèlement du campement par la police et le nettoyage du parc Zuccoti n'auront pris que quelques heures. Une centaine d'occupants se sont repliés sur la « New School for Social Research », une université fondée en 1919 par des intellectuels progressistes, dans laquelle enseignèrent des universitaires allemands fuyant le nazisme comme H. Arendt. Ils en occupent depuis le second étage de l'université, avec l'autorisation de l'administration. Les protestataires de Californie, évincés de leur campement, ont également rejoint les campus universitaires où étudiants, personnels administratif et enseignant ont appelé à la grève pour protester contre l'augmentation des droits d'inscription.

En mettant directement en cause le pouvoir politique, et son incapacité à rendre des comptes aux citoyens, ce mouvement questionne profondément la démocratie (américaine), raison pour laquelle il a eu ce pouvoir de résonance immense. Sans être massif,

il a non seulement su attirer de très nombreux sympathisants mais aussi des dons à hauteur de 500 000 \$. Il a déjà pour résultat, quelle qu'en soit l'issue, d'avoir modifié et reconfiguré les termes du débat public aux États-Unis. Même si les slogans d'OWS ne se traduisent pas par des revendications précises ni par un programme politique, ce mouvement ne peut manquer de laisser des traces. Il porte en lui des valeurs auxquelles tout un chacun peut adhérer : une société démocratique où les individus quels qu'ils soient sont invités à dire leur mot, à venir en aide aux autres (« We care about you »), à se soucier du bien commun.

OWS aura ainsi, à lui tout seul, accompli bien davantage que toutes les tentatives récentes des forces progressistes pour faire entendre leur voix et pousser aux réformes depuis que B. Obama est arrivé au pouvoir. Mais il n'aurait peut-être sans doute pas pu voir le jour sans ces mobilisations, à l'instar de la marche pour l'emploi organisée en octobre 2010 sur Washington D.C., quasiment ignorée par les médias, des manifestations de protestation des jeunes et des syndicats devant le Congrès du Wisconsin au printemps 2011 ou encore de la toute récente marche pour l'emploi et la justice sur Washington D.C. organisée en octobre 2011 par le pasteur Al Sharpton et son réseau d'action nationale, avec l'aide des associations de défense des droits civiques et des syndicats.

C'est la force des mouvements spontanés d'auto-organisation que d'ouvrir des brèches, de faire opérer des tournants aux sociétés. De ce point de vue, il convient avant tout de se réjouir de ce désir d'autonomie qui a explosé un peu partout, plutôt que d'en anticiper les limites, les problèmes ou les conséquences non dési-

rées. Les analystes les plus attentifs, dont l'idéologie est pourtant fort éloignée de celle des protestataires (au demeurant multiple), ont bien saisi les questions posées par ce mouvement : le fonctionnement et l'avenir même d'une économie de marché de plus en plus libéralisée et déréglementée [43], les inégalités de plus en plus insoutenables qu'elle produit et le danger pour les gouvernants et les élites qu'il y aurait à ne pas y apporter de réponses. C'est précisément l'une des grandes forces des protestataires d'OWS d'exprimer leur colère et leur désenchantement vis-à-vis des élites bancaires, industrielles et politiques, sans pour autant traduire cette révolte en des demandes précises ou sans qu'elle débouche nécessairement sur des résultats immédiats. C'est la puissance même de l'utopie, partagée d'autant plus facilement et par le plus grand nombre, qu'elle ne débouche par sur un agenda politique, même si la nationalisation des banques ou la socialisation de la médecine figurent en bonne place dans les thèmes et slogans d'OWS. OWS aura quoi qu'il advienne posé sa pierre dans l'édification d'une contestation globale [44] et permettra peut être que d'autres, à sa suite, soient en mesure d'élaborer des revendications et de les porter jusqu'à leur traduction dans des accords collectifs ou dans la loi aux États-Unis et ailleurs, qu'il s'agisse des syndicats, de divers groupes de la société civile ou de partis politiques. Mais la grande force du mouvement vient précisément de sa totale indépendance vis-à-vis des autres forces instituées de la société américaine [45].

S'il est trop tôt pour prédire l'impact à long terme qu'aura un tel mouvement, on peut espérer qu'il donne à réfléchir au Parti démocrate et à tous les libéraux (au sens américain du terme), en leur rappelant que

F.D. Roosevelt avait eu l'intelligence et le courage politique de se dresser contre le pouvoir financier, quelques jours avant sa réélection pour un second mandat : « *Ils (les banquiers) sont unanimes dans leur haine de moi et je me réjouis de leur haine* » [46]. Certes la crise actuelle n'a pas atteint la profondeur de celle de 1929, n'a pas (encore ?) causé les ravages observés alors au sein de la population, certes le Congrès avec lequel doit composer Obama et l'hostilité du premier à toute réforme n'a rien à voir avec celui qui a, dans certains cas, poussé F.D. Roosevelt à opérer des réformes radicales, soutenu par des grèves et un mouvement syndical militant émergent (le Congress of Industrial Organization). Mais OWS ne pourrait-il pas au moins avoir comme résultat d'inciter B. Obama à agir plus radicalement et à devenir le président que ceux qui l'ont élu en 2009 auraient aimé qu'il fût, à ne pas laisser détricoter la loi de régulation financière (*Dodd Franck Act*) par le lobby bancaire alors qu'il est peut-être déjà trop tard pour éviter le risque d'une remise en cause de sa réforme de la santé par la Cour suprême, qui doit juger de sa conformité avec la Constitution américaine en 2012. Alors que le vote des jeunes avait été décisif dans cette première victoire, les élections de mi-mandat ont au contraire révélé sa perte de popularité auprès de l'électorat jeune. Ce désamour a largement contribué à la perte de la majorité démocrate à la Chambre des représentants et à faire de B. Obama un otage entre les mains des Républicains et de son aile droite du Tea Party. Un sondage réalisé par le *Wall Street Journal* début novembre 2011 montre combien le vote des jeunes (18-29 ans) risque d'être décisif pour l'obtention de son second mandat présidentiel en 2012, avec un taux

d'approbation de 51 % comparé à 37 % parmi la tranche d'âge 35-49 ans [47].

Il est possible aussi qu'OWS pousse le mouvement syndical à s'impliquer davantage dans les luttes, à revendiquer davantage des employeurs et à radicaliser ses moyens d'action, afin qu'il puisse élargir sa base sociale, réduite à portion congrue, qu'il puisse peser sur les décisions politiques et économiques en nouant des alliances, pour ce faire, avec d'autres mouvements issus de la société civile, comme ont su le faire avec succès certaines fédérations syndicales. La mobilisation victorieuse qui a eu lieu en Ohio et qui a entraîné l'annulation d'une loi adoptée par le Congrès local en mars dernier qui avait restreint sévèrement les droits syndicaux des 350 000 employés de secteur public (y compris des pompiers et des policiers), par un vote référendaire du 8 novembre dernier, pourrait en être la première illustration. 61 % des votants ont voté contre la loi soutenue par les Républicains du Congrès de l'Ohio, connue sous le nom de « Senate Bill 5 », tandis qu'ils n'étaient que 39 % à la soutenir. Les syndicats ont lancé toutes leurs forces et leurs moyens financiers dans cette bagarre (30 millions de dollars), recueillant suffisamment de signatures pour obtenir un référendum sur cette loi et convaincant la population d'aller voter pour la défaire.

Des historiens comme Howard Zinn ou Christopher Lasch [48] ont montré que l'histoire américaine est ponctuée de mouvements populaires, de protestation contre l'ordre établi. S'ils n'ont pas abouti à l'éradication du capitalisme, ils ont au moins pour certains servi, en leur temps, à réduire les inégalités de toutes sortes (sociales, « raciales », de genre, etc.) et à redonner sens à la notion de bien

commun. OWS ouvrira-t-il la voie à une nouvelle « ère progressiste », comme les États-Unis en ont connu au cours de leur histoire, à la fin du 19^e siècle et durant les années 1930 ?

Principales sources Internet : <http://www.occupyoakland.org>, <http://occupytogether.org>, <http://www.occupywallst.org/>, <http://www.occupiedmedia.org/>, <http://www.occupyqueens.net/>, <http://www.occupybrooklyn.org/>

Notes

[*] La rédaction de cet article a été achevée le 20 novembre.

1- Cf. C. Sauviat, "Le Wisconsin, à l'avant-garde d'une offensive antisyndicale d'envergure", *Chronique internationale de l'Ires*, n° 129, mars 2011. Depuis l'adoption de cette loi, un groupe de 50 à 150 personnes a continué de manifester, en chantant chaque jour devant l'immeuble du Capitole (« Solidarity Singalong ») et un petit nombre d'activistes retournaient devant le Capitole à chaque fois qu'il s'y tenait un débat parlementaire, en dépit de l'hostilité des membres du Parti démocrate à de telles actions.

2- Cité par *The Wall Street Journal*, October 20, 2011.

3- Il est la propriété de Brookfield Office Properties qui, jusqu'à la mi-novembre, s'était gardé de demander son évacuation par les forces de police.

4- Ce qui a pu être constaté par divers observateurs dans les différentes occupations et notamment celle d'OWS est l'existence d'une division du travail organisée, avec des structures spécialisées par fonction : des comités assurant la sécurité des occupations, une structure prenant en charge les questions de droit, une structure médicale avec des médecins et des infirmier(e)s, une cantine pour préparer les repas, un centre de spectacle, un coin pour la méditation, un service de presse et de communication, un

service de nettoyage et de recyclage des déchets, une bibliothèque de 5 000 ouvrages offerts par les sympathisants du mouvement, cf. Sheila D. Collins, « The Stones Cry Out: the Power of the Occupation in the City Square », November 7, 2011, <http://newpol.org/>.

5- Il a fallu attendre début octobre avant que la grande presse quotidienne américaine ne couvre les événements, soit plus d'une quinzaine de jours après le début de l'occupation officielle, et dans des termes souvent peu amènes.

6- Cf. *Chronique internationale de l'IRES*, n° 133, à paraître.

7- Cf. « Protest Present Dilemma for Democrats », by D. Belkin in Chicago, T. Audi in Los Angeles, D. Yadron in Washington D.C., *The Wall Street Journal*, October 25, 2011.

8- Cf. G. F. Seib, « Populist Movements Rooted in Same Soil », *The Wall Street Journal*, November 15, 2011.

9- Leur niveau d'endettement moyen a atteint 25 000 dollars en 2010, leur niveau d'endettement total a quasiment été multiplié par six entre 1999 et mi-2011, passant de 80 à 550 milliards de dollars. Certains étudiants, notamment en droit et en médecine, sont surendettés. Or les obligations adossées au marché de la dette étudiante, estimé à 242 milliards de dollars, ne sont pas garanties par le gouvernement américain. Compte tenu des risques encourus, ce marché est actuellement gelé.

10- Cf. M. Kennard et S. Bond, « US student debt impact likened to subprime », *The Financial Times*, 16 octobre 2011.

11- Le taux de chômage des titulaires d'une licence était de 4,9 % en octobre 2011, mais le double (10,5 %) pour ceux sortis des études secondaires sans diplôme, selon le Bureau of Labor Statistics.

12- En 1975, un Pell Grant couvrait 80 % des frais d'inscription et d'hébergement dans une université publique et 40 % dans une université privée ; à la fin des années 1990, ces rapports n'étaient plus respectivement que de 40 % et 15 %, cf. J. Hacker,

S. Mettler, D. Pinderhugues, T. Skocpol, « Inequality and Public Policy, 2009, <http://www.apsanet.org/imgtest/feedback-memo.pdf>.

13- Cf. C. Sauviat et E. Sommeiller, « États-Unis : choc de la récession et reprise sans emploi pour les jeunes », dans *Chronique internationale de l'IRES*, n° 133, à paraître (2012).

14- A New York, le nombre de sans-abri n'a cessé de grossir, pour dépasser les 40 000 (dont près de 17 000 enfants), cf. M. H. Saul, « City's Homeless Count Tops 40 000 », *The Wall Street Journal*, November 9, 2011.

15- Selon les données du BLS, le taux de chômage des 16-24 ans au second trimestre 2011 représentait plus du double de celui des 25-54 ans (17,4 % contre 8,1 %). Le taux de chômage des jeunes hommes Noirs appartenant à la classe d'âge 20-24 ans était à la même période le double de celui des jeunes hommes Blancs (29 % contre 14 %). Il peut atteindre jusqu'à 75 % dans certaines villes comme Chicago. Le taux officiel de pauvreté des Blancs non hispaniques était de 9,9 % en 2010, tandis que celui des Noirs atteignait 27,4 % et celui des jeunes d'origine hispanique 26,6 %, cf. US Census Bureau, Income, Poverty and health Insurance Status in the United States : 2010, September 2011.

16- Cf. J. Hacker & al. (2009), *op. cit.*

17- Invitée des matins de France Culture, le 7 novembre 2011.

18- La ville a déjà connu des confrontations violentes de ce type, en 2009 après qu'un jeune Noir sans arme eut été tué par un officier de police blanc.

19- Cf. J. Gantz, « Voices from the Occupations », In *These Times*, November 8, 2011.

20- Il convient de rappeler ici que ce sont les syndicats eux-mêmes qui ont accepté, au sortir de la Seconde guerre mondiale, d'autolimiter leur droit à la grève (en ne l'autorisant que durant la période de renouvellement d'une convention collective d'entreprise, avec des clauses de non-grève inscrites dans ces mêmes conventions), en

contrepartie du fameux compromis social fordiste, qui devait apporter, au noyau dur du salariat américain, croissance continue du pouvoir d'achat et sécurité de l'emploi pendant plusieurs décennies. Cela n'a pas empêché des grèves « sauvages » d'avoir lieu, mais celles-ci se sont faites de plus en plus rares ces dernières décennies.

21- 30 % des vétérans de 18 à 24 ans sont actuellement au chômage, cf. *Business Week*, 10 novembre 2011.

22- Le secrétaire d'État au Trésor actuellement en poste, T. Geithner, vient de la Federal Reserve Bank de New York. L'ancien secrétaire d'État au Trésor dans le gouvernement Bush, P. Paulson, venait directement de chez Goldman Sachs. Mais c'est W. Clinton qui a inauguré ce mouvement en nommant P. Rubin à ce poste lors de son premier mandat au début des années 1990, cf. 13 Bankers - *The Wall Street Take Over and the Next Financial Meltdown*, S. Johnson & J. Kwak, Pantheon Books, New York, 2010.

23- *Op. cit.*, cf. note précédente.

24- Il est notable à ce propos que quelques dizaines d'étudiants d'Harvard, inscrits au cours d'introduction à l'économie du Professeur Mankiw, ex-président du Conseil des conseillers économiques de l'ex-président des États-Unis, G.W. Bush, et conseiller actuel de Mitt Romney, candidat aux primaires républicaines, aient protesté contre la partialité du cours dispensé dans une lettre ouverte, cf. « Occupy Protests ripples reach Harvard », *FT*, November 4, 2011.

25- Cf. W. Lazonick, « Occupy Wall Street's Outrage at Greed Can Expand to Corporate Stock Manipulation », [www.http://newdeal20.org](http://newdeal20.org)

26- Cf. C. Sauviat, Tension dans la Nouvelle Economie : la grève chez Verizon, un conflit exemplaire ? *Chronique internationale de l'IRES*, n° 67, novembre 2000.

27- *Trends in the Distribution of Household Income*, CBO, Washington D.C., October 2011.

28- Cf. C. Sauviat et L. Lizé, *la crise du mo-*

dèle social américain, PUR, Rennes, 2010.

29- Le salaire annuel médian d'un officier de police étant de 55 620 \$, le plaçant dans le 59^e centile des revenus, cf. « Police are the 99 %. Will They ever Join the Protests », by Brice Covert, <http://newdeal20.org>

30- Cf. C. Sauviat (2001), *op. cit.*

31- Une majorité d'Américains souhaitent d'ailleurs que les comportements de certains de ces dirigeants soient portés devant les tribunaux, cf. <http://www.alternet.org/story/152845/>

32- Cf. C. Larsh, *La révolte des élites*, éditions Climats, Paris, 1996.

33- Le montant de la dette étudiante a atteint 830 mds de \$ en juin 2010, dont 665 mds de prêts fédéraux et 168 mds de \$ de prêts bancaires tandis que l'ensemble des crédits revolving, dont 98 % concernent les crédits liés à l'usage de la carte de crédit, ont atteint à la même date 826,5 mds de \$, cf. « Consumer Credit Outstanding », *Federal Reserve Bank*.

34- Il s'agit d'une diffusion de l'open data, processus visant à instaurer plus de démocratie en permettant aux Américains de soulever des questions qui les préoccupent à l'aide de pétitions signées via Internet (« We the people »). C'est la première expérience du genre puisque le site en question a été ouvert en septembre 2011. À partir du moment où la question soulevée compte plus de 25 000 signatures, la Maison blanche doit formuler une réponse.

35- Au total, 13 fédérations syndicales nationales ont apporté un soutien officiel à OWS.

36- Des protestataires ont rejoint des pickets de grève des Teamsters chez Sotheby à Manhattan, ou de Verizon à Los Angeles, Washington, Buffalo et Boston, des

syndicats sont intervenus auprès des autorités locales ici et là pour empêcher leur éviction de lieux publics, cf. « Occupy Movement Inspires Unions to Embrace Bold Tactics », *New York Times*, November 8, 2011

37- Le récit de cette occupation, de même que les racines du mouvement sont tirés d'un des articles à notre connaissance les mieux documentés, provenant de façon assez inattendue de l'hebdomadaire économique *Business Week*, et écrit par D. Bennett le 26 octobre. Cet article est intitulé « David Graeber, the Anti-Leader of Occupy Wall Street ». Voir aussi une interview de D. Graeber : *Playing By the Rules - The Strange Success of OWS*, October 19, 2011, <http://www.nakedcapitalism.com/2011/10/david-graeber-on-playing-by-the-rules---the-strange-success-of-occupy-wall-street.html>.

38- Ils ont aussi poussé OWS à soutenir la proposition d'une taxe de 1 % sur les transactions financières, la taxe Tobin, rebaptisée par les Adbusters la taxe Robin des Bois.

39- Cf. *Debt: The First 5 000 Years*, by D. Graeber, Melville House Publishing, Brooklyn New York, 2011.

40- Parmi les 20 premiers donateurs pour la campagne présidentielle de B. Obama, G. Sachs arrive au second rang avec 1 million de dollars, JP Morgan au 6^e rang avec 0,8 million de dollars, Citigroup avec 0,7 million de dollars, UBS au 16^e rang avec 0,5 million de dollars, et Morgan Stanley avec 0,5 million de dollars, cf. Center for Responsive Politics.

41- Une première vague de présentations devant la justice de manifestants New yorkais arrêtés durant la marche sur le pont de

Brooklyn (usage de gaz lacrymogènes par la police, etc.) a eu lieu à New York. La plupart des jeunes concernés ont demandé un procès, du fait du caractère public d'une telle procédure, insistant pour être vus et entendus par tous les Américains.

42- Par exemple l'expression musicale est une part intégrante du mouvement de protestation, notamment l'usage de tambours ou encore l'élaboration de pancartes qui sont de véritables œuvres d'art, mais également l'expression poétique, ou théâtrale. Une bibliothèque a été constituée, où des particuliers sont venus déposer des livres pour monter le fonds.

43- Cf. M. Wolf, « The big questions raised by anti-capitalist protests », *FT*, October 27, 2011 ou encore K. Costa, « Why the City should heed the discordant voices of St Pauls, un professeur de gestion, autrefois président de la Banque Lazard International, *FT*, October 28, 2011.

44- Une journée mondiale de protestation a été organisée le 15 octobre 2011 dans près de 900 villes et de 78 pays de par le monde.

45- Cf. Dan La Botz, « The Stones Cry Out: The Power of the Occupation in the City Square », November 4, 2011, <http://newpol.org/>

46- "They (organized money) are unanimous in their hate for me - and I welcome their hatred", extrait d'un discours qu'il prononça le 31 octobre à Madison Square Garden, New York City.

47- Cf. « Winning Youth Vote Will Be Crucial for Obama in 2012 », by G.F. Seib, *WSJ* November 8, 2011.

48- Cf. H. Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis - De 1492 à nos jours*, Agone, Marseille, 2002 et C. Lasch (1996), *op. cit.*